

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procuration(s) : 9
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0113

Relative à l'attribution d'une aide exceptionnelle à l'entreprise MAYOTTE INSTITUTE OF TOURISM AND HOSPITALITY (MITH) pour son projet d'Ecole de formations en hôtellerie et restauration.

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Daniel ZAIDANI,

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Sohirat EL HADAD, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N° DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative au budget primitif 2024 ;
- Vu** le rapport n°2023-02109 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission du développement économique et coopération décentralisée du 05 juin 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : D'attribuer une aide économique à l'entreprise MAYOTTE INSTITUTE OF TOURISM AND HOSPITALITY (MITH) conformément aux indications du tableau ci-dessous :

| Entreprise | Forme juridique | Montant |
|---|-----------------|---------|
| MAYOTTE INSTITUTE OF TOURISM AND HOSPITALITY (MITH) | SAS | 109 000 |

Article 2 : D'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 204, compte 2042 du budget 2024 du Conseil départemental de Mayotte,

Article 3 : De conditionner la signature de la convention de financement par la transmission des attestations de mise à jour des cotisations sociales et fiscales ainsi que des liasses fiscales,

Article 4 : D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention déterminant les modalités d'attribution de cette subvention et tout avenant dans la mesure où les modifications ne remettent pas en cause ni l'objet, ni le montant globale de la subvention

Article 5 : Qu'en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental


Ben Issa OUSSENI



Direction Générale des Services

Direction Générale Adjointe
Pôle Développement Economique
Attractivité du Territoire et Formation

Direction du Développement
Economique et Innovation

CONVENTION N° du

Relative à l'attribution d'une aide exceptionnelle du Conseil départemental de Mayotte à l'entreprise « Mayotte Institute Of Tourism And Hospitality (MITH) » pour la réalisation de son projet d'école des formations en hôtellerie et restauration et correspondant à la demande

Entre :

Le Département de Mayotte dont le siège est situé au 8 boulevard Halidi Sélémani-BP 101 97645 Mamoudzou Cedex représenté par Monsieur Ben Issa OUSSANI, Président du Conseil départemental de Mayotte

D'une part,

Et

L'entreprise Mayotte Institute Of Tourism And Hospitality (MITH), N° SIRET : 89299284300011 dont le siège social est situé au Lt 5 d'Amboise, LES HAUTS VALLONS 97 600 MAMOUDZOU représentée par sa gérante Madame Fardah SAID SOILIH.

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique d'aide au développement économique, et conformément à la délibération n°2019-00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte a décidé d'accentuer son intervention économique territoriale, aussi bien directement qu'indirectement, en mettant en place un nouveau dispositif d'aides au développement des investissements, compétences et qualifications (ADICQ).

- Aussi, par délibération N° en date du ; relative à l'attribution d'une aides économique à l'entreprise Mayotte Institute Of Tourism And Hospitality (MITH) pour son projet d'école de formations en hôtellerie et restauration. Le Conseil départemental de Mayotte a accordé une aide à l'investissement de 109 000 euros à l'entreprise Mayotte Institute Of Tourism And Hospitality (MITH).

Article 1 : Objet de la convention

L'entreprise Mayotte Institute Of Tourism And Hospitality (MITH) bénéficie d'une aide économique d'un montant total de 109 000 euros (cent neuf mille euros) pour la réalisation de son projet d'investissement et s'engage, avec la participation financière du Conseil départemental de Mayotte, à réaliser ses investissements dont le coût est estimé à 155 782.69€ (détail ci-dessous) :

| Postes - Investissement | Montant dépenses en Euros |
|--|---------------------------|
| Ensemble de matériels de sécurité | 1 309.80 |
| Fourniture et pose de fenêtre et grille roulante, portes d'entrée et vitrage | 7 587.18 |
| Imprimante | 5 613.96 |
| Ensemble de travaux d'aménagement et agencement du local (peinture, fourniture et pose de placo, cloisons, climatisation, faux plafond) | 84 543.01 |
| Ensemble de vêtements destinés aux employés et aux étudiants | 1 334.00 |
| Chariot de chargement | 1 590.00 |
| Travaux informatiques, centrale d'alarme, câble.... | 2 622.50 |
| Ordinateurs portables et sacoches | 8 120.00 |
| Panneaux | 2 959.00 |
| Vidéo projecteur et écran vidéo projecteur, écran mural, caméra, câble, office jet, cartouche.... | 2 831.53 |
| Ensemble de matériels (table plan en verre, lampe, porte-poignée, fauteuils, miroir, tapis, poubelles, chaises...) | 16 571.71 |
| Vérification installation électrique | 700.00 |
| Véhicule utilitaire | 20 000.00 |
| TOTAL | 155 782.69 |

Article 2 : Financement du projet

Le coût total du projet est estimé à 155 782.69 euros financé comme suit :

- Conseil départemental 109 000 euros soit 70%
- Apport personnel 46 782.65 euros soit 30%

Article 3 : Règles et modalités de versement

L'imputation de la subvention sera effectuée sur le chapitre 2042, compte 2042-93 du budget 2024 du Conseil départemental de Mayotte.

En contrepartie de la réalisation des actions visées à l'article 1 de la présente convention, le Département de Mayotte s'engage à verser une aide exceptionnelle d'un montant total de 109 000€.

Les versements de la subvention s'effectueront sur le compte de l'entreprise ouvert à la banque BRED sous la référence IBAN n° FR76 1010 7006 4400 7370 5191 396 s'effectue de la manière suivante :

Pour l'aide à l'investissement :

- un premier versement à la signature représentant 50% de la subvention soit 54 500€ à condition de transmettre à la signature de cette présente convention de financement les attestations de mise à jour des cotisations sociales et fiscales ainsi

- que des liasses fiscales
- un deuxième versement correspondant au solde de 54 500€ interviendra dans un délai de vingt-quatre mois sous réserve de produire les factures justifiant la réalisation d'au moins 75% de l'investissement prévu.

Le comptable assignataire chargé du paiement de cette aide est le Payeur Départemental de Mayotte, BP 848 – 97600 Mamoudzou.

Article 4 : Engagements du Bénéficiaire

En contrepartie, le bénéficiaire s'engage à :

- De transmettre à la signature de cette présente convention de financement les attestations de mise à jour des cotisations sociales et fiscales ainsi que des liasses fiscales ;
- présenter au Conseil Départemental les justificatifs et factures relatifs à l'utilisation de l'aide accordée au titre de la présente convention (conformément aux devis joints au moment de la demande) et avant la date d'expiration de cette convention (les factures complètes doivent être déposées à la DDEI un mois avant la date d'expiration de la convention);
- recruter et à former sur place le personnel nécessaire à la bonne marche de la société ;
- prendre des stagiaires
- fournir à la Direction du développement économique pendant les quatre premiers exercices, les documents comptables obligatoires ainsi que l'état du personnel.

Article 5 : Délais de Réalisation

La réalisation de l'action précitée à l'article 1 court à partir du 31 mai 2021 date de dépôt de dossier et doit être achevée au plus tard vingt-quatre mois après la notification de la présente convention.

Il ne peut par ailleurs être modifié que par voie d'avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 6 : Communication

L'entreprise s'engage à mentionner sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Conseil départemental de Mayotte, et en particulier y faire clairement figurer la signalétique du Conseil départemental, en respectant la charte graphique du logotype. De plus, en faisant figurer le logo du Conseil Départemental à l'entrée de l'Ecole. Pour ce faire, elle devra s'adresser à la direction du développement économique et d'innovation du Conseil Départemental.

L'entreprise s'engage à fournir, au format numérique, au Conseil départemental les supports de communication utilisés durant cette action.

L'entreprise s'engage à associer le Conseil départemental aux éventuelles conférences de presse ou réceptions ; celles-ci pouvant être organisées en relation avec le Conseil départemental.

Article 7: Modification du statut juridique du Bénéficiaire

Les transformations possibles :

- d'entreprise individuelle en une société,
- de société en entreprise individuelle,
- de société en une autre forme juridique de société.

Dans n'importe quel cas où se trouverait le Bénéficiaire de la subvention, ce dernier doit avant toute opération de transformation en n'informer par lettre recommandée avec accusé de réception le Conseil Départemental de Mayotte et demander son accord de principe pour un éventuel transfert de la subvention à la structure projetée. Le Conseil Départemental doit faire connaître sa position dans les quinze jours suivant la réception de la demande. En

l'absence de réponse du Conseil Départemental, l'accord de principe est réputé avoir été donné.

Dès lors que la transformation est effective, le Bénéficiaire en informe dans les deux mois le Conseil Départemental en lui transmettant les éléments suivants :

- un courrier de la nouvelle structure qui s'engage à respecter les termes de l'arrêté,
- les statuts de la société créée ou modifiée, s'il y a lieu,
- l'extrait d'immatriculation au RCS (Registre du Commerce et des Sociétés) ou RM (Répertoire des Métiers),
- le RIB de la nouvelle structure.

Si ces éléments ne parviennent pas au Conseil Départemental dans les deux mois suivant la transformation effective, la subvention n'est plus transférable et elle est définitivement perdue.

Si le dossier est complet dans les deux mois suivant la transformation effective, un avenant sera signé entre le Conseil Départemental et la nouvelle structure qui matérialise le transfert de la subvention et l'engagement de la nouvelle structure au respect des termes de la présente convention.

en cas de décès

La présente convention s'arrêtera de produire ses effets le jour du décès du bénéficiaire. A compter de cette date, aucun versement ne pourra s'opérer.

En cas d'absence ou d'internement psychiatrique

La présente convention s'arrêtera de produire ses effets le jour où le tribunal rendra un jugement de présomption d'absence ou d'une décision préfectorale d'internement psychiatrique renouvelée plus de trois fois. A compter de cette date, aucun versement ne pourra s'opérer.

En cas de procédures collectives

● Redressement judiciaire

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage à adresser au Conseil Départemental une copie de la décision du tribunal qui prononce son redressement judiciaire. La présente convention continuera à produire pleinement ses effets.

● Liquidation judiciaire

Le Bénéficiaire de la subvention s'engage à adresser au Conseil Départemental une copie de la décision du tribunal qui prononce sa liquidation judiciaire. La présente convention s'arrêtera de produire ses effets le jour où le tribunal aura rendu sa décision. A compter de cette date, aucun versement ne pourra s'opérer.

Le Conseil Départemental demandera au Bénéficiaire (notamment aux dirigeants personnellement même s'il s'agit d'une société) le reversement de la subvention, en cas de non-respect des dispositions précitées relatives aux procédures collectives.

Article 8 : Evaluation

Dans le but d'évaluer l'impact des financements de l'action réalisée, l'organisme devra fournir au Conseil Départemental une fiche d'évaluation permettant d'apprécier si les objectifs de l'action ont été atteints.

Jusqu'au règlement final de la convention, le bénéficiaire s'engage par ailleurs à produire à l'exécutif du département les évaluations que celle-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Article 9 : Contrôle de l'utilisation de la subvention

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute structure ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée ».

Le Département se réserve ainsi le droit de procéder à ses propres contrôles pour suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre de l'action financée. Le cocontractant s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, effectué par toute autorité mandatée par le Conseil départemental de Mayotte ou par ses propres agents.

L'entreprise s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le Conseil départemental se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de trois ans à compter de la date de clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé.

Article 10 : Modalités de restitution

Le Conseil départemental pourra exiger la restitution totale ou partielle des sommes perçues en établissant un titre de recette à l'encontre du cocontractant si :

- l'entreprise n'a pas transmis les factures justifiant que 75% des investissements prévus sont réalisés avant la date d'expiration de cette présente convention ;
- l'entreprise empêche l'administration de procéder aux contrôles prévus ;
- l'opération n'est pas exécutée totalement ;
- l'action réalisée n'est pas conforme à l'objet de la présente convention et représente un détournement des fonds.

Le montant final du reliquat de la subvention à verser par le département à l'entreprise sera établi au prorata des dépenses justifiées.

La non-exécution de l'opération dans les délais prévus entraîne l'annulation ou la réduction de l'aide au prorata des sommes engagées.

Article 11 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant après validation du conseil départemental. La demande de modification de la présente convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie doit donner suite par lettre recommandée avec accusé de réception. Toutefois, l'entreprise ne peut pas modifier les investissements prévus initialement cités à l'article 1.

Article 12 : Résiliation de la convention

Cette convention sera clôturée obligatoirement quatre mois après la date de fin de l'événement citée à l'article 1.

En cas de non présentation du bilan d'activité et financier et des factures acquittées certifiées pendant cette période, le Conseil départemental clôturera de facto la convention et se réserve le droit de réclamer tout ou partie de la subvention en établissant un titre de recette à l'encontre du bénéficiaire.

Article 13: Révision des dispositions de la convention

Toute proposition de modification des dispositions de la présente convention doit faire l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception, adressée par le demandeur dans le délai défini à l'article 11. Seul un accord exprès du Conseil Départemental pourra valablement en modifier les termes.

Article 14 : Recours

En cas de litige, les parties au contrat s'engagent à résoudre à l'amiable les différends soulevés par la convention.

En cas de désaccords persistants, le tribunal administratif de Mamoudzou sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation et l'exécution de la présente convention.

Fait, en deux exemplaires, à Mamoudzou le

MAYOTTE INSTITUTE OF TOURISM
AND HOSPITALITY

Représentée par sa gérante,

Madame Fardah SAID SOILIH

Précédée de la mention « lu et approuvé »

Ben Issa OUSSENI

Président du Conseil départemental de Mayotte



**RAPPORT D'INSTRUCTION DU DOSSIER DE L'ENTREPRISE
MAYOTTE INSTITUTE OF TOURISM AND HOSPITALITY
« VATEL MAYOTTE »**

1. La demande

L'entreprise Mayotte institute of Tourism and Hospitality (MITH) dont le nom commercial est « Vatel Mayotte » a pour activité l'enseignement, la formation professionnelle sous toutes ses formes et sur tous supports à destination de tout public dans le domaine du Tourisme a été créée en janvier 2021. L'ouverture effective de l'école s'est faite à la rentrée de septembre 2021. Cette école dispense des formations dans l'hôtellerie et la restauration du niveau bac+1 à bac+5. **VATEL MAYOTTE est une franchise du groupe VATEL** qui est reconnu au niveau international avec une présence dans plus de 32 pays. Ainsi, les étudiants de Vatel Mayotte ont la possibilité de poursuivre leur deuxième année dans une école Vatel autre que Mayotte. VATEL MAYOTTE sollicite le département pour une subvention exceptionnelle de 153 970 afin de mener à bien l'installation de l'école VATEL MAYOTTE.

| Postes - Investissement | Montant dépenses en Euros |
|--|----------------------------------|
| Ensemble de matériels de sécurité | 1 309.80 |
| Fourniture et pose de fenêtre et grille roulante, portes d'entrée et vitrage | 7 587.18 |
| Imprimante | 5 613.96 |
| Ensemble de travaux d'aménagement et agencement du local (peinture, fourniture et pose de placo, cloisons, climatisation, faux plafond) | 84 543.01 |
| Ensemble de vêtements destinés aux employés et aux étudiants | 1 334.00 |
| Chariot de chargement | 1 590.00 |
| Travaux informatiques, centrale d'alarme, câble.... | 2 622.50 |
| Ordinateurs portables et sacoches | 8 120.00 |
| Panneaux | 2 959.00 |
| Vidéo projecteur et écran vidéo projecteur, écran mural, caméra, câble, office jet, cartouche.... | 2 831.53 |
| Ensemble de matériels (table plan en verre, lampe, porte-poignée, fauteuils, miroir, tapis, poubelles, chaises...) | 16 571.71 |
| Vérification installation électrique | 700.00 |
| Véhicule utilitaire | 20 000.00 |
| TOTAL | 155 782.65 |

2. Plan de financement proposé

Envoyé en préfecture le 02/07/2024

Reçu en préfecture le 02/07/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20240702-DL1206240113-DE

| | Investissements éligibles : 1 | | |
|-----------------------|-------------------------------|----|--|
| Apport personnel | 46 782.65 | 30 | |
| Subvention : AI + AIF | 109 000 | 70 | |

Conditions : être à jour de ses cotisations sociales et fiscales et être en règle au regard de ses obligations administratives et comptables.